

# Pollinisation et agriculture durable



Intéressant, ce débat qui s'est tenu sur une agriculture durable en présence de pollinisateurs à l'occasion de Beexpo. Le cadre était fixé dès le départ : comment assurer une présence durable de pollinisateurs et donc des abeilles pour assurer la fécondation des cultures ? Cela se traduit naturellement par un débat sur les relations apiculteurs - agriculteurs. Au niveau international, elles se limitent le plus souvent à des relations commerciales qui trouvent leur apogée aux USA. Les apiculteurs américains travaillent avant tout pour assurer des pollinisations. Leur problème aujourd'hui est d'arriver à trouver des zones offrant une bonne diversité pour retaper leurs colonies et faire un peu de miel. Ils dépendent donc à 100 % des agriculteurs pour lesquels ils travaillent. Difficile dans de telles conditions de marquer son désaccord ou même son désagrément. Leur solution est de compenser leurs pertes en augmentant les prix. En Nouvelle-Zélande, la situation est fort différente même si, comme aux USA, les abeilles ne sont pas indigènes. La principale source de revenu est le miel de manuka qui se trouve dans des zones reculées de la civilisation et des pollutions. En zone à risque, les apiculteurs sont avertis à l'avance en cas de pulvérisation. Il semble cependant que ces cultures traitées ne représentent que peu de surface. Le problème de coexistence est dès lors assez marginal et ne concerne que

les apiculteurs qui tirent une part de leurs revenus de la pollinisation. En Australie, les travaux se font en étroite collaboration avec les firmes phyto qui ont mis en place des services très sophistiqués pour éviter les accidents. L'abeille est un des facteurs de production comme le sont d'autres produits. Les apiculteurs pollinisateurs sont donc là pour améliorer le rendement des cultures. C'est en Afrique qu'on retrouve la plus belle harmonie. Comme le disait le représentant du Burkina Faso, les ruches sont détenues par les agriculteurs et ils ont donc tout intérêt à ne pas détruire une de leurs sources de revenus. C'est évident mais cela veut dire que leur agriculture extensive permet ce respect des abeilles. Chez nous, les exemples positifs ne concernent que les zones où la pollinisation représente une part de revenu importante pour les apiculteurs. Dans ce cadre, le compromis est vite trouvé et les contrats de pollinisation sont là pour fixer les limites du système. Les problèmes apparaissent plus clairement lorsque la coexistence n'est pas une source de revenus couplée. Les abeilles sont alors perçues comme des sentinelles bien gênantes. Que font donc les abeilles là où les cultures n'en ont pas besoin ? En France, un gros projet vise à former des apiculteurs spécialisés dans la production d'abeilles en vue d'assurer les pollinisations que ne pourraient couvrir les colonies décimées. Ce projet devrait être

développé par la suite dans divers pays européens. Comme on peut le voir, tout est prévu pour que la pollinisation des cultures continue à être assurée.

Mais le plus étonnant est qu'à aucun moment, le système agricole n'a été remis en question, et les pollinisateurs sauvages indigènes ont été totalement oubliés du débat. N'oublions pas qu'eux n'échappent pas aux pesticides même en présence d'un système d'avertissement performant.

Le débat que posent de plus en plus de personnes en Europe en remettant en cause le système agricole actuel ne semble donc pas du tout au programme sur les autres continents. De ce fait, ce sera d'autant plus difficile de développer une argumentation en faveur de changements profonds de la politique agricole commune et de notre modèle d'agriculture intensive. Les accords internationaux qui régulent de plus en plus nos marchés intérieurs vont certainement constituer des arguments de poids pour les personnes qui ne défendent pas nos intérêts. D'autres éléments vont par contre jouer en notre faveur comme la dégradation générale de la santé humaine (développement des cancers, des allergies...) causée également en partie par ce modèle agricole.

A quand un débat sur « la protection des abeilles, source de santé et de nouveaux revenus » ? Ce débat, c'est aux apiculteurs de le porter.

**Etienne Bruneau,**  
*administrateur délégué*

